



**PRÉFET
DE L'INDRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de la Modernisation
Interministérielle et de l'Environnement
Bureau de l'environnement

**ARRÊTÉ préfectoral complémentaire du - 5 SEP. 2025
pour l'augmentation de la capacité de production et d'adaptation des conditions de
prélèvement d'eau dans le milieu naturel, en situation normale et en situation de
sécheresse
LES LAVANDIÈRES – ELIS BERRY**

**LE PRÉFET DE L'INDRE,
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2340 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral N°2008-07-0210 du 25 juillet 2008 modifié autorisant la société LES LAVANDIERES-ELIS BERRY à poursuivre l'exploitation d'une blanchisserie industrielle ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire N°2009-01-0112 du 19 janvier 2009 ;

Vu le courrier de l'exploitant du 29 avril 2016 portant à la connaissance du préfet de l'Indre un projet d'extension du site et des activités ;

Vu le courrier de l'exploitant du 18 août 2018 transmettant au préfet de l'Indre un dossier modifié, complété par les courriers du 17 janvier 2021, du 30 juillet 2021, du 24 juin 2022 et par le courrier électronique du 14 novembre 2024 ;

Vu l'arrêté du 18 mars 2022 portant approbation du SDAGE 2022-2027 ;

Vu l'arrêté-cadre sécheresse n°36-2022-06-13-00002 du 13 juin 2022 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 août 2022 portant décision après examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 novembre 2023 prescrivant le positionnement de la société ELIS BERRY-LES LAVANDIERES sur la validité des prescriptions relatives aux restrictions des usages de l'eau et des rejets dans les milieux ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 17 juin 2025 ;

Vu le courrier d'envoi du projet d'arrêté préfectoral à l'exploitant du 11 juillet 2025 ;

Vu l'absence d'observation formulée par la société sur ce projet d'arrêté ;

Considérant la nécessité de mettre à jour le classement des installations dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant que les opérations de traitement des eaux de process avant leur rejet doivent être précisées ;

Considérant qu'il convient de compléter les points de rejets des effluents et de préciser les dispositifs de traitement à mettre en œuvre à chacun de ces points ;

Considérant l'évolution des quantités de déchets dangereux pouvant être regroupés sur le site ;

Considérant la nécessité de mettre à jour les moyens relatifs à la lutte contre l'incendie et les moyens de confinement des eaux polluées ;

Considérant que les zones d'effet d'un incendie restent à l'intérieur des limites du site ;

Considérant qu'il convient d'adapter le prélèvement maximal annuel ;

Considérant que la masse d'eau dans laquelle se situe le forage est considérée comme demeurant à risque sur les plans qualitatifs et quantitatifs dans le SDAGE 2022 2027 ;

Considérant qu'il convient de limiter les consommations d'eau en période de sécheresse ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L.181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de l'Indre,

ARRÊTE

Article 1

Les dispositions de l'article 1.2.1 relatif à la liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées de l'arrêté préfectoral N°2008-07-0210 du 25 juillet 2008 sont remplacées par les dispositions suivantes :

Rubrique		Ré-gime	Volume maximal mis en œuvre
2340-1	Blanchisserie, laverie de linge à l'exclusion du nettoyage à sec visé par la rubrique 2345. La capacité de lavage de linge étant : 1) supérieure à 5 t/j	E	65 t/j

2330-1	Teinture, impression, apprêt enduction, blanchiment et délavage de matières textiles : La quantité de fibres et de tissus susceptibles d'être traitée étant : 2. Supérieure à 50 kg/j, mais inférieure ou égale à 1t/j	D	300 kg/j
2910-A-2	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	DC	1 chaudière vapeur de 5,193 MW 1 chaudière de 345 kW (chauffage des locaux) 4 séchoirs (245 kW, 310 kW et 2 x 260 kW)
2718-2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2793. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Autres cas	DC	Stockage maximale de déchets d'activité de soins à risque infectieux (DASRI) : 840 kg
4130-2-b	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t	D	3 m ³ de détergents soit 3,21 t

E (enregistrement) ou D (déclaration) ou DC (Déclaration à contrôle périodique).

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

Article 2

Le chapitre 1.5 relatif au périmètre d'éloignement et ses articles 1.5.1 (définition des zones de protection), 1.5.2 (obligations de l'exploitant) ainsi que l'annexe 2 associée de l'arrêté préfectoral N°2008-07-0210 du 25 juillet 2008 sont supprimés.

Article 3

Les dispositions de l'article 4.3.5 relatifs à la localisation des points de rejet de l'arrêté préfectoral N°2008-07-0210 du 25 juillet 2008 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur	N°1	N°2	N°2bis	N°3	N°4
Nature des effluents	Eaux de process (Elp)	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées (EPp)		Eaux de lavage des véhicules et eaux pluviales susceptibles d'être polluées (EPp)	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées (EPp)
Régulation du débit avant rejet dans l'exutoire	Débit maximal journalier : 780 m3/j	-	Oui, en sortie de la noue étanche	-	Oui, en sortie du bassin d'orage
Traitement avant rejet dans l'exutoire	Désableur, dégrillage et neutralisation En externe : Station d'épuration de la ville de Châteauroux	-	Noue végétalisée composée de 30 cm d'argile et de 30 cm de terre végétalisée	Séparateurs d'hydrocarbures	Bassin de régulation (et de rétention) composé de 30 cm d'argile et de 30 cm de terre végétalisée
Exutoire du rejet	Réseau public d'assainissement	Fossé au nord du site, en cas de surverse, étang de lagunage de Beaumont			
Milieu naturel récepteur	Indre	L'étang de lagunage de Beaumont			
Conditions de raccordement	Convention de déversement des eaux usées au réseau public d'assainissement	-			

Article 4

Les dispositions de l'article 7.7.4 relatives aux ressources en eau et mousse de l'arrêté préfectoral N°2008-07-0210 du 25 juillet 2008 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- un potentiel hydraulique au minimum égal à **240 m³/h** et pouvant être continu au moins 2 heures ;
- un réseau fixe d'eau incendie protégé contre le gel, équipé de têtes de sprinklage et alimenté par deux sources de débit respectif de 60 et 240 m³/h ; ce réseau dispose au moins d'une réserve de 227 m³ et fait l'objet d'une surveillance hebdomadaire ; une procédure destinée à tester le bon fonctionnement de l'installation est mise en place ;

- des extincteurs en nombre et en qualités adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- des robinets d'incendie armés implantés de telle sorte que toute la surface des locaux puisse être efficacement atteinte simultanément par le jet de deux lances ;
- d'un système de détection automatique d'incendie.

Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.

Le réseau est maillé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée.

L'établissement dispose en toute circonstance, y compris en cas d'indisponibilité d'un des groupes de pompage, de ressources en eaux suffisantes pour assurer l'alimentation du réseau d'eau d'incendie. Il utilise en outre deux sources d'énergie distinctes, secourues en cas d'alimentation électrique. Les groupes de pompage sont spécifiques au réseau incendie.

Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente. »

Article 5

Les dispositions de l'article 7.7.7.1 relatif au bassin de confinement et au bassin d'orage de l'arrêté préfectoral N°2008-07-0210 du 25 juillet 2008 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Les réseaux d'eaux industrielles susceptibles de recueillir les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) de la zone de lavage du linge et de stockage des produits dangereux sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés d'une capacité minimum de 700 m³.

Les réseaux d'eaux pluviales de l'extension (sud-est du site) susceptibles de recueillir des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin d'un volume utile total de 1 017 m³ permettant de recueillir des eaux pluviales de ruissellement (303 m³) en vue de réguler leur rejet au point n°4 et de confiner des eaux polluées (586 m³).

Ces bassins sont étanches aux produits collectés.

Des analyses sont alors effectuées pour déterminer si les eaux peuvent ou non être déversée dans le réseau public. Les résultats de ces analyses seront transmis à l'inspection des installations classées. Dans le cas où les caractéristiques des eaux ne permettraient pas leur rejet, les eaux seront pompées et traitées comme des déchets conformément à l'article 5.1.4.

Le réseau d'eaux pluviales drainant la voirie et les parkings est équipé en sa sortie de vannes facilement identifiables et aisément manœuvrables afin d'assurer le confinement des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie.

Afin de recueillir les éventuelles eaux d'extinction, la cuvette de rétention associée à la cuve aérienne de 20 m³ de gazole dispose d'une capacité de 40 m³. »

Article 6

L'article 4.1.1 relatif à l'origine des approvisionnements en eau de l'arrêté préfectoral N°2008-07-0210 du 25 juillet 2008 est abrogé et les dispositions de l'article 2.1.2 relatif à l'origine des approvisionnements en eau et au forage propre à l'établissement de l'arrêté préfectoral complémentaire N°2009-01-0112 du 19 janvier 2009 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 2.1.2 : origine des approvisionnements en eau - forage propre à l'établissement.

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement maximal annuel	Débit maximal	
			Horaire	Journalier
Eaux souterraines Aquifère des calcaires du jurassique supérieur-commune de Déols	Localisation du forage (Lambert II étendues) X = 555,850 Y = 2202,650 Z = + 151 Parcelle cadastrale n °AT 276 - Déols - Indre (36)	180 000 m ³	70 m ³ /h	780 m ³ /j
Réseau public	Commune de Déols	5 500 m ³	Sans objet	Sans objet
Eaux souterraines et réseau public		185 500 m ³		

L'exploitant respecte une consommation maximale de 14 L/kg de linge lavé en moyenne maximale hebdomadaire. Un suivi de ce ratio est consigné et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations, le remplacement du matériel, pour limiter la consommation d'eau de l'établissement.

Si, à quelque échéance que ce soit, l'administration décidait, dans un but d'intérêt général, notamment du point de vue de la lutte contre la pollution des eaux et leur régénération, dans le but de satisfaire ou de concilier les intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement, de la salubrité publique, de la police et de la répartition des eaux, de modifier d'une manière temporaire ou définitive l'usage des avantages concédés par le présent arrêté, le permissionnaire ne pourrait réclamer aucune indemnité. »

Article 7

Les dispositions de l'article 2.1.3 relatifs aux prélèvements d'eau et aux rejets aqueux en cas de sécheresse de l'arrêté préfectoral complémentaire N°2009-01-0112 du 19 janvier 2009 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 2.1.3 : prescriptions sur les prélèvements d'eau et les rejets aqueux en cas de sécheresse.

En période de sécheresse, l'exploitant doit prendre des mesures de restriction d'usage permettant :

- de limiter les prélèvements aux strictes nécessités des processus industriels ;
- d'informer le personnel de la nécessité de préserver au mieux la ressource en eau par toute mesure d'économie ;
- d'exercer une vigilance accrue sur les rejets que l'établissement génère vers le milieu naturel, avec notamment des observations journalières et éventuellement une augmentation de la périodicité des analyses d'auto surveillance ;
- de signaler toute anomalie qui entraînerait une pollution du cours d'eau ou de la nappe d'eau souterraine.

Si, à quelque échéance que ce soit, l'administration décidait dans un but d'intérêt général, notamment du point de vue de la lutte contre la pollution des eaux et leur régénération, dans le but de satisfaire ou de concilier les intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement, de la salubrité publique, de la police et de la répartition des eaux, de modifier d'une manière temporaire ou définitive l'usage des avantages concédés par le présent arrêté, le permissionnaire ne pourrait réclamer aucune indemnité.

Lorsque le préfet constate par arrêté préfectoral l'état d'alerte ou de crise sur la masse d'eau mentionnée au tableau de l'article 2.1.2, l'exploitant doit mettre en œuvre les mesures de réduction temporaire de ses prélèvements, d'économie d'eau et de limitation de ses rejets aqueux (dans le respect des contraintes de sécurité des installations) ci-après.

Les débits de pompage sont limités aux valeurs suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Débit maximal journalier	
		Seuil d'alerte / de vigilance	Seuil de crise / crise renforcée
Eaux souterraines	Aquifère des calcaires du jurassique supérieur – commune de Déols	700 m ³ /j	650 m ³ /j
Réseau public	Commune de Déols	28 m ³ /j	14 m ³ /j

De plus, en période de crise, l'exploitant respecte une consommation maximale, en moyenne hebdomadaire, de :

- de 12 L/kg de linge lavé en période d'alerte / de vigilance ;
- de 10 L/kg de linge lavé en période de crise / crise renforcée.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classée les données, mesures et calculs permettant de montrer le respect de ces ratios.

Article 8

Les dispositions de l'article 7.3.4 relatifs à la protection contre la foudre de l'arrêté préfectoral N°2008-07-0210 du 25 juillet 2008 sont abrogées.

Article 9- Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 181-17 du code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée, selon les dispositions des articles R. 181-50 du code de l'environnement, au tribunal administratif de LIMOGES, dans les délais prévus à l'article R. 181-50 du même code :

- par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans l'Indre ou de l'affichage en mairie de l'acte, dans les conditions prévues à l'article R. 181-44 de ce même code. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision. Conformément à l'article R. 181-51 du code de l'environnement, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci par lettre recommandée avec avis de réception au préfet de l'Indre et au bénéficiaire de la décision dans un délai de quinze jours francs à compter de la date du dépôt du recours contentieux.

Le tribunal administratif de Limoges peut être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Conformément à l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, cette décision peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai, adressé comme suit :

- recours gracieux, adressé à M. le Préfet de l'Indre – Place de la victoire et des alliés – CS 80583 – 36 019 CHÂTEAUROUX CEDEX ;
- recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques, Grande Arche de La Défense - paroi sud / Tour Sequoia, 92055 La Défense.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

Conformément à l'article R. 181-51 du code de l'environnement, l'auteur du recours administratif, s'il s'agit d'un tiers intéressé, est tenu, à peine de non prorogation du délai de recours contentieux, de notifier celui-ci par lettre recommandée avec avis de réception au préfet de l'Indre et au bénéficiaire de la décision dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi dudit recours administratif.

La notification du recours au préfet de l'Indre et au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

Article 10 - Notification et publicité

Le présent arrêté est notifié à la société LES LAVANDIERES – ELIS BERRY.

Une copie est adressée au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire.

Conformément à l'article R. 181-44 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers :

- ↳ une copie de cet arrêté est déposée dans la mairie de Déols et peut y être consultée ;
- ↳ un extrait de cet arrêté est affiché dans la mairie de Déols pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins de la maire ;
- ↳ l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans l'Indre pour une durée minimale de quatre mois, à l'adresse suivante :

<http://indre.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/I.C.P.E/Dossiers-d-autorisation-ICPE>

Article 11 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Indre, le maire de la commune de Déols, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet et par délégation,
la Secrétaire Générale,


Nadine CHAÏB